

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 4175

[C — 2007/29311]

2 JUILLET 2007. — Décret visant le subventionnement de la formation des jeunes footballeurs (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° "Gouvernement" : le Gouvernement de la Communauté française.

2° "Club de football" : tout cercle affilié à l'association sportive représentative se situant dans la filière internationale et olympique régissant la discipline en cause et qui a notamment pour but l'organisation des compétitions pour jeunes et la formation des jeunes footballeurs.

3° "Jeunes footballeurs" : personne physique affiliée à un club de football, âgée de moins de 18 ans et qui ne perçoit, dans le cadre de sa pratique sportive, aucune rémunération à quelque titre que ce soit.

4° "Formateur" : personne physique titulaire d'un brevet délivré ou homologué par la Communauté française ou jugé équivalent visé à l'article 2, qui dispense la formation des jeunes footballeurs pour un club de football.

CHAPITRE II. — *De la formation des formateurs, des brevets et équivalences*

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement organise les formations générales des formateurs visés à l'article 1^{er}, 4°.

Il en arrête :

1° Les modalités d'organisation;

2° Le programme et le contenu;

3° Les conditions d'accès;

4° Les modalités de l'évaluation;

5° Les qualifications et/ou le cas échéant l'expérience utile exigée des intervenants;

6° Les conditions de dispenses de modules de formation;

7° Les modalités de délivrance et d'homologation des attestations de réussite.

Cette formation comprend notamment les matières suivantes :

1° L'organisation du sport;

2° La méthodologie;

3° L'évaluation des qualités physiques;

4° Le droit du sport.

Cette formation générale est sanctionnée par un brevet délivré par la Communauté française.

§ 2. Le Gouvernement peut déléguer l'organisation de tout ou partie des formations générales, à :

1° Des institutions publiques ou privées d'enseignement;

2° Des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation.

§ 3. Le Gouvernement peut reconnaître tout ou partie des formations générales organisées par des institutions publiques ou privées d'enseignement ou par des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation.

§ 4. Après consultation de l'association représentative se situant dans la filière internationale et olympique régissant la discipline du football, le Gouvernement peut également organiser des formations spécifiques.

Il arrête pour chaque type et chaque niveau de formation un cahier des charges portant sur :

1° Les champs de compétence;

2° Les modalités d'organisation;

3° Le programme et le contenu;

- 4° Les conditions d'accès;
- 5° Les modalités de l'évaluation;
- 6° Les qualifications et/ou, le cas échéant, l'expérience utile exigées des intervenants;
- 7° Les conditions de dispenses de modules de formation;
- 8° Les modalités de l'homologation des brevets.

§ 5. Ces formations spécifiques concernent notamment les matières suivantes :

- 1° La physiologie appliquée;
- 2° La didactique;
- 3° Les aspects techniques et pédagogiques de la discipline.

Ces formations spécifiques sont sanctionnées par un brevet délivré par la Communauté française.

§ 6. Le Gouvernement peut déléguer l'organisation de tout ou partie des formations spécifiques à :

- 1° Des institutions publiques ou privées d'enseignement;
- 2° Des organismes publics ou privés spécialisés dans la discipline concernée.

§ 7. Les institutions et organismes visés aux §§ 2 et 6, délivrent des brevets sanctionnant les formations générales et spécifiques qu'ils soumettent au Gouvernement pour homologation afin d'en garantir l'équivalence avec les brevets délivrés par la Communauté française.

CHAPITRE III. — *Des subventions pour la formation des jeunes footballeurs*

Art. 3. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles à cet effet, le Gouvernement peut octroyer annuellement des subventions destinées à couvrir tout ou partie des rétributions accordées par les clubs de football à leurs formateurs, dans le respect des critères fixés à l'article 8. Elles ne peuvent être utilisées à d'autres fins.

En cas d'insuffisance budgétaire, en raison d'un surcroît de demandes de subventions au cours d'une année, entre les dossiers classés de manière identique en application de l'article 8, § 2, la priorité est donnée aux dossiers dans l'ordre chronologique de leur introduction auprès des services du Gouvernement. La date de la poste faisant foi.

§ 2. La subvention est octroyée par formation dispensée par un formateur visé à l'article 1^{er}, 4°.

Le montant de la subvention annuelle est fixé par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête le nombre maximum de formations dispensées par formateur ainsi que le nombre maximum de formations par club à concurrence desquels une subvention est octroyée.

§ 3. Une première tranche de 75 % du montant total de la subvention est liquidée au plus tard trois mois après la décision d'octroi de la subvention par le Gouvernement. Le solde est liquidé dès qu'est déposé le rapport d'évaluation visé à l'article 7, 4°, lorsque ce dernier est favorable.

Art. 4. Sans préjudice de l'application de l'article 8, bénéficient de la subvention visée à l'article 3, les clubs de football visés à l'article 1, 2°, pour autant qu'ils :

1° Soient constitués en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2° Intègrent dans leurs statuts ou règlements le code d'éthique en vigueur en Communauté française ainsi qu'un code disciplinaire explicitant :

- 1° les violations potentielles;
- 2° les mesures disciplinaires y relatives;
- 3° les procédures applicables et leurs champs d'application;

4° les modalités de l'information et de l'exercice du droit à la défense préalablement au prononcé de toute sanction;

5° les modalités de recours.

3° Incluent, dans le cadre du code disciplinaire, un règlement spécifique de lutte contre le dopage.

a) intégrant les dispositions prévues par la législation et la réglementation en vigueur en Communauté française relatives à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention;

b) précisant, en cas de violation de ce règlement, la procédure applicable et le barème des sanctions, référence étant faite aux dispositions arrêtées par les organisations internationales compétentes".

4° Organisent des formations pour les jeunes footballeurs s'étalant sur un minimum de 25 semaines par saison sportive et consistant en une ou plusieurs séance(s) hebdomadaire(s). Le Gouvernement fixe le nombre minimum d'heure(s) par saison sportive et le nombre de séance(s) hebdomadaire(s) minimale(s);

5° Respectent les normes d'encadrement minimales suivantes : le formateur doit dispenser une formation pour :

- Au moins 10 jeunes footballeurs pour ce qui concerne la catégorie d'âge de 5 à 6 ans;
- Au moins 10 jeunes footballeurs pour ce qui concerne la catégorie d'âge de 7 à 8 ans;
- Au moins 10 jeunes footballeurs pour ce qui concerne la catégorie d'âge de 9 à 10 ans;
- Au moins 15 jeunes footballeurs pour ce qui concerne la catégorie d'âge de 11 à 12 ans;
- Au moins 15 jeunes footballeurs pour ce qui concerne la catégorie d'âge de 13 à 14 ans;
- Au moins 15 jeunes footballeurs pour ce qui concerne la catégorie d'âge de 15 à 18 ans.

6° Appliquent les dispositions prévues par le décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française et notamment, les dispositions relatives à l'examen médical auquel est soumis le sportif.

7° Prennent les dispositions pour que les participants aux activités de formation qu'ils organisent soient assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels;

8° Imposent à leurs formateurs de suivre les formations continuées;

9° Déposent un rapport d'activités circonstancié sur la formation des jeunes footballeurs visée par le présent décret et portant sur l'exercice écoulé.

Les clubs de football qui déposent une demande de subvention pour la première fois sont dispensés de la condition visée à l'alinéa 1^{er} du présent article, 9°. Toutefois, cette condition doit être remplie avant la liquidation du solde.

Art. 5. Les demandes de subventions sont introduites, au plus tard le 31 août, auprès des Services du Gouvernement selon les modalités fixées par celui-ci. Les Services du Gouvernement en coordonnent l'analyse.

Art. 6. En cas de refus d'octroi d'une subvention, le demandeur peut introduire un recours auprès du Gouvernement, lequel tranche définitivement sur la demande de subvention.

CHAPITRE IV. — *Des conseillers évaluateurs*

Art. 7. Les conseillers évaluateurs veillent à l'application des dispositions du présent décret et des arrêtés pris en exécution de celui-ci et ont notamment pour missions :

1° D'assister les services du Gouvernement dans leur mission d'information quant aux conditions d'octroi des subventions visées à l'article 3;

2° D'analyser, au plus tard pour le 1^{er} novembre, à l'attention du Comité visé à l'article 8, en collaboration avec les Services du Gouvernement, les demandes de subvention introduites par les clubs de football;

3° D'assurer les Services du Gouvernement de la Communauté française de la bonne adéquation des activités développées par les clubs de football bénéficiaires des subventions avec les conditions fixées pour l'octroi de celles-ci;

4° D'établir annuellement, à l'attention des Services du Gouvernement, un rapport d'évaluation portant sur les activités développées sous le couvert de la subvention visée à l'article 3 en ce compris la formulation de propositions visant tant à améliorer le contenu qu'à optimiser la formation des formateurs.

La qualité de conseiller évaluateur est accordée, après avis du Comité d'accompagnement visé à l'article 8, aux membres du personnel des Services du Gouvernement désignés par ce dernier, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, pour exercer les missions visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE V. — *Du comité d'accompagnement*

Art. 8. § 1^{er}. Un Comité d'accompagnement de dix membres maximum est créé, ci-après dénommé "le Comité", en tant qu'organe d'avis auprès du Gouvernement.

§ 2. Il a pour mission d'émettre un avis sur les demandes de subventions introduites par les clubs de football et de les classer par ordre eu égard à l'adéquation entre :

a) Le nombre de jeunes footballeurs affiliés au club de football ainsi que le nombre d'équipes inscrites en compétition et,

b) Les critères relatifs aux conditions matérielles de la pratique du football, à savoir :

- Le nombre, la nature et les spécifications techniques des surfaces de jeu disponibles;
- Les conditions d'éclairage;
- Le matériel technique et pédagogique disponible;
- Les vestiaires et sanitaires.

Art. 9. Le Comité est composé de représentants du secteur sportif du football disposant d'une expérience de terrain dans le domaine de la formation des jeunes footballeurs ou dans le domaine du football en général et, notamment, de membres du personnel des Services du Gouvernement. Ses membres sont désignés par le Gouvernement pour un mandat de 5 ans. Leur mandat est renouvelable. Il n'est pas compatible avec la qualité de conseiller évaluateur.

Lorsqu'un membre du Comité perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné ou en cas de démission ou de décès, il est pourvu à son remplacement pour la durée restante du mandat.

Le Gouvernement désigne le président, le vice-président, le rapporteur et le secrétaire du Comité parmi les membres effectifs.

Le Comité arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Le Gouvernement fixe, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le montant des jetons de présence et des indemnités de déplacement des membres du Comité, à l'exception des agents de la Communauté française.

Le Comité délibère valablement si la majorité au moins de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Les avis du Comité demandés par le Gouvernement doivent être transmis dans un délai ne dépassant pas soixante jours. Ce délai prend cours à la réception de la demande d'avis par le secrétariat du Comité.

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement et, au plus tard, le 31 mars 2008.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Donné à Bruxelles, le 2 juillet 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Notes

(1) *Session 2006-2007* :

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 395-1. — Amendements de commission, n° 395-2. — Rapport, n° 395-3.
Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 19 juin 2007.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4175

[C — 2007/29311]

2 JULI 2007. — Decreet houdende subsidiëring van de opleiding van de jonge voetballers (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° «Regering» : de Regering van de Franse Gemeenschap.

2° «Voetbalclub» : elke vereniging die aangesloten is bij de representatieve sportvereniging aanwezig in het internationale en Olympische circuit, dat de betrokken sporttak regelt en die inzonderheid de organisatie van de wedstrijden voor jongeren en de opleiding van jonge voetballers tot doel heeft.

3° «Jonge voetballers» : natuurlijke persoon aangesloten bij een voetbalclub, jonger dan 18 jaar, die om het even welke reden ook niet bezoldigd wordt in het kader van zijn sportbeoefening.

4° «Opleider» : in artikel 2 bedoelde natuurlijke persoon, houder van een brevet dat door de Franse Gemeenschap uitgereikt of erkend is of ermee gelijkgesteld wordt, die jonge voetballers opleidt voor een voetbalclub.

HOOFDSTUK II. — *Opleiding van de opleiders, brevetten en gelijkstelling*

Art. 2. § 1. De Regering organiseert de algemene opleidingen van de opleiders bedoeld in artikel 1, 4°.

Zij bepaalt :

1° De nadere regels voor de organisatie;

2° Het programma en de inhoud;

3° De toegangsvoorwaarden

4° De nadere regels van de evaluatie;

5° De vereiste kwalificaties en/of in voorkomend geval de nuttige ervaring van de optredende personen;

6° De voorwaarden voor de vrijstelling van opleidingsmodulen;

7° De nadere regels voor het uitreiken en het erkennen van de attesten van slagen.

Deze opleiding houdt inzonderheid de volgende vakken in :

1° De organisatie van de sport;

2° De methodologie;

3° De evaluatie van de fysieke kwaliteiten;

4° Het sportrecht.

Die algemene opleiding wordt bekrachtigd door een brevet uitgereikt door de Franse Gemeenschap.

§ 2. De Regering kan de organisatie van het geheel of een gedeelte van de algemene opleidingen delegeren aan :

1° Openbare of privé-onderwijsinstellingen;

2° Openbare of privé-instellingen gespecialiseerd in de opleiding.

§ 3. De Regering kan het geheel of een gedeelte van de algemene opleidingen die georganiseerd worden door openbare of privé-onderwijsinstellingen of door openbare of privé-instellingen gespecialiseerd in opleiding, erkennen.

§ 4. Na raadpleging van de representatieve vereniging die aanwezig is in het internationale en Olympische circuit dat de voetbaltak regelt, kan de Regering eveneens specifieke opleidingen organiseren.

Voor elk opleidingstype en -niveau stelt zij de voorwaarden vast met de volgende punten :

- 1° Het bevoegdheidsgebied;
- 2° De nadere regels voor de organisatie;
- 3° Het programma en de inhoud;
- 4° De toegangsvoorwaarden;
- 5° De nadere regels voor de evaluatie;
- 6° De van de optredende personen vereiste kwalificatie en/of, in voorkomend geval, nuttige ervaring;
- 7° De voorwaarden voor de vrijstelling van opleidingsmodulen;
- 8° De nadere regels voor de erkenning van de brevetten.

§ 5. Die specifieke opleidingen betreffen inzonderheid de volgende vakken :

- 1° Toegepaste fysiologie;
- 2° Didactiek;
- 3° Technische en pedagogische aspecten van het vak.

Die specifieke opleidingen worden bekrachtigd door een brevet uitgereikt door de Franse Gemeenschap.

§ 6. De Regering kan de organisatie van het geheel of een gedeelte van de specifieke opleidingen delegeren aan :

- 1° Openbare of privé-onderwijsinrichtingen;
- 2° Openbare of privé-instellingen gespecialiseerd in het betrokken vak.

§ 7. De inrichtingen en instellingen bedoeld in § 2 en § 6 reiken brevetten uit die algemene en specifieke opleidingen bekrachtigen die ze voor erkenning aan de Regering voorleggen met het oog op een gelijkstelling met de brevetten uitgereikt door de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — *Subsidiëring voor de opleiding van jonge voetballers*

Art. 3. § 1. Binnen de perken van de daartoe beschikbare begrotingskredieten kan de Regering jaarlijks subsidies toekennen die bestemd zijn voor het dekken van het geheel of een gedeelte van de bezoldigingen die door de voetbalclubs aan hun opleiders worden toegekend, mits naleving van de in artikel 8 bedoelde criteria. Zij kunnen niet voor iets anders worden bestemd.

In geval van begrotingstekort, wegens een toename van de aanvragen om subsidiëring gedurende een jaar, tussen de dossiers die identiek geklasseerd worden bij toepassing van artikel 8, § 2, wordt voorrang verleend aan de dossiers in de chronologische volgorde waarin ze ingediend werden op de diensten van de Regering. De postdatum geldt als bewijs.

§ 2. De subsidie wordt toegekend per opleiding gegeven door een opleider bedoeld in artikel 1, 4°.

Het bedrag van de jaarlijkse subsidie wordt vastgesteld door de Regering.

De Regering bepaalt het maximaal aantal opleidingen die door de opleider gegeven worden alsmede het maximaal aantal opleidingen per club op grond waarvan een subsidie zal worden toegekend.

§ 3. Een eerste schijf van 75 % van het totaal bedrag van de subsidie wordt ten laatste drie maanden na de beslissing om toekenning van de subsidie door de Regering uitbetaald. Het saldo wordt uitbetaald zodra het in artikel 7, 4° bedoelde evaluatieverslag meegedeeld wordt, als dit laatste gunstig is.

Art. 4. Onverminderd de toepassing van artikel 8, genieten de in artikel 1, 2° bedoelde voetbalclubs de in artikel 3 bedoelde subsidie voor zover zij :

1° Als een vereniging zonder winstoogmerk opgericht zijn overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° In hun statuten of reglementen de in de Franse Gemeenschap van kracht zijnde ethische code alsmede een tuchtcode integreren met als inhoud :

- 1° de mogelijke overtredingen;
- 2° de eraan verbonden tuchtmaatregelen;
- 3° de procedures die van toepassing zijn en hun toepassingsgebied;
- 4° de nadere regels voor de informatie en voor de uitoefening van het recht op verdediging vóór de uitspraak van elke sanctie;
- 5° de beroepsmodaliteiten.

3° In het kader van de tuchtcode een specifiek reglement inzake dopingbestrijding invoeren.

a) met de nadere regels bepaald door de in de Franse Gemeenschap van kracht zijnde wetgeving en reglementering betreffende de gezondheidspromotie bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de dopingpreventie;

b) met bepaling, in geval van overtreding van dat reglement, van de procedure van toepassing en het barema van de sancties, met referentie naar de nadere regels bepaald door de bevoegde internationale organisaties».

4° Opleidingen voor de jonge voetballers organiseren over minimaal 25 weken per sportseizoen en bestaande uit een of meerdere wekelijkse sessie(s). De Regering bepaalt het minimaal aantal uren per sportseizoen en het minimaal aantal wekelijkse sessies;

5° De volgende minimale omkaderingsnormen naleven : de opleider moet een opleiding geven voor :

- Minstens 10 jonge voetballers voor de leeftijdscategorie van 5 tot 6 jaar;
- Minstens 10 jonge voetballers voor de leeftijdscategorie van 7 tot 8 jaar;
- Minstens 10 jonge voetballers voor de leeftijdscategorie van 9 tot 10 jaar;
- Minstens 15 jonge voetballers voor de leeftijdscategorie van 11 tot 12 jaar;

- Minstens 15 jonge voetballers voor de leeftijdscategorie van 13 tot 14 jaar;
- Minstens 15 jonge voetballers voor de leeftijdscategorie van 15 tot 18 jaar.

6° De bij het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap en inzonderheid de bepalingen betreffende het medisch onderzoek van de sportbeoefenaar, bedoelde nadere regels toepassen.

7° De maatregelen treffen opdat de deelnemers aan de opleidingsactiviteiten die zij organiseren verzekerd zouden zijn voor burgerlijke aansprakelijkheid en vergoeding van lichamelijke schade;

8° Hun opleiders verplichten voortgezette opleidingen te volgen;

9° Een omstandig activiteitenverslag voorleggen over de opleiding van de jonge voetballers bedoeld bij dit decreet betreffende het afgelopen jaar.

De voetbalclubs die een aanvraag indienen voor de subsidiëring voor de eerste keer worden vrijgesteld van de voorwaarde bedoeld in het 1e lid van dit artikel, 9°. Er moet evenwel aan die voorwaarde voldaan worden vóór de uitbetaling van het saldo.

Art. 5. De aanvragen om subsidie worden ten laatste op 31 augustus bij de diensten van de Regering ingediend volgens de nadere regels die zij bepaalt. De diensten van de Regering coördineren de analyse ervan.

Art. 6. Bij weigering van toekenning van een subsidie kan de aanvrager een beroep indienen bij de Regering, die definitief een beslissing zal nemen over de aanvraag om subsidie.

HOOFDSTUK IV. — *De evaluerende raadgevers*

Art. 7. De evaluerende raadgevers zorgen voor de toepassing van de nadere regels van dit decreet en van de besluiten genomen ter uitvoering ervan en hebben inzonderheid voor opdracht :

1° De diensten van de Regering bij te staan in hun informatieopdracht betreffende de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies bedoeld in artikel 3;

2° Ten laatste voor 1 november de aanvragen om subsidie ingediend door de voetbalclubs te analyseren ter attentie van het in artikel 8 bedoelde Comité, in samenwerking met de diensten van de Regering;

3° De diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap te garanderen dat de activiteiten die door de gesubsidieerde voetbalclubs ontwikkeld zijn, overeenstemmen met de voorwaarden die ervoor worden vastgesteld;

4° Jaarlijks ter attentie van de diensten van de Regering een verslag op te stellen over de activiteiten die ontwikkeld zijn dankzij de subsidie bedoeld in artikel 3 met inbegrip van de formulering van voorstellen zowel voor de verbetering van de inhoud als voor de optimalisering van de opleiding van de opleiders.

De hoedanigheid van evaluerende raadgever wordt na advies van het in artikel 8 bedoelde Begeleidingscomité toegekend aan de personeelsleden van de diensten van de Regering aangesteld door de Regering, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, om de in het 1e lid bedoelde opdrachten uit te voeren.

HOOFDSTUK V. — *Het begeleidingscomité*

Art. 8. § 1. Een Begeleidingscomité van maximaal tien personen, hierna «het Comité» genoemd, wordt opgericht als adviesorgaan bij de Regering.

§ 2. Het heeft voor opdracht advies te geven over de door de voetbalclubs ingediende aanvragen om subsidie en die in volgorde te rangschikken, waarbij rekening wordt gehouden met :

a) Het aantal jonge voetballers die lid zijn van de voetbalclub alsmede het aantal ploegen die in competitie zijn en,

b) De criteria betreffende de materiele voorwaarden voor de voetbalpraktijk, inzonderheid :

- Het aantal, de aard en de technische bijzonderheden van de beschikbare velden;
- De verlichtingsomstandigheden;
- Het beschikbare technisch en pedagogisch materiaal;
- De vestiaires en sanitaires.

Art. 9. Het Comité bestaat uit vertegenwoordigers van de voetbalwereld die ervaring hebben op het veld betreffende de opleiding van jonge voetballers of voetbal in het algemeen en inzonderheid uit personeelsleden van diensten van de Regering. De leden worden aangesteld door de Regering voor een mandaat van 5 jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar en is niet verenigbaar met de hoedanigheid van evaluerende raadgever.

Wanneer een lid van het Comité de hoedanigheid verliest krachtens welke het aangesteld werd of in geval van ontslagneming of bij overlijden, wordt het lid vervangen voor de overblijvende duur van het mandaat.

De Regering stelt de voorzitter, de ondervoorzitter, de rapporteur en de secretaris van het Comité aan onder de werkende leden.

Het Comité bepaalt zijn huishoudelijk reglement en legt het voor goedkeuring aan de Regering voor.

De Regering bepaalt binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten het bedrag van het presentiegeld en van de reiskosten van de leden van het Comité, met uitzondering van de ambtenaren van de Franse Gemeenschap.

Het Comité beraadslaagt en beslist geldig als minstens de meerderheid van de leden aanwezig is. De beslissingen worden bij volstreekte meerderheid van de aanwezige leden genomen.

De adviezen van het Comité die door de Regering gevraagd werden, moeten binnen een termijn van maximaal zestig dagen worden meegedeeld. Die termijn loopt vanaf de ontvangst van de aanvraag om advies door het Secretariaat van het Comité.

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op een datum vastgesteld door de Regering en ten laatste op 31 maart 2008. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Gegeven te Brussel op 2 juli 2007

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

(1) *Zitting 2006-2007 :*

Stukken van de Raad. — Decreetontwerp nr. 395-1. Commissieamendementen, nr. 395-2. - Verslag nr. 395-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 19 juni 2007.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 4176

[C - 2007/29313]

14 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, notamment l'article 50, alinéa 3, modifié par les lois des 14 décembre 1960, 6 juillet 1964, 9 avril 1965, 27 juillet 1971, 2 août 1974, 21 juin 1985 et par le décret du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat modifié par les arrêtés royaux du 8 janvier 1965 et du 21 avril 1965, par l'arrêté royal n° 83 du 31 juillet 1982 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, notamment, l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 8 septembre 1972, 30 juillet 1976, l'arrêté royal n° 83 du 31 juillet 1982, l'arrêté royal n° 163 du 30 décembre 1982, l'arrêté royal du 16 août 1988, la loi du 4 janvier 1989, les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 24 mai 1995, 20 juillet 2005, 21 avril 2006 et 16 février 2007;

Vu le protocole d'accord pour la période 2007-2008 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux – section II, établi le 20 décembre 2006;

Vu le protocole de négociation du 29 août 2007 du Comité de secteur IX;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, reçu le 25 juin 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2007;

Sur la proposition de la Vice-Présidente, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales et du Ministre de la Fonction publique et des Sports;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 3 de l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, rubrique RANG A, 1^o Attaché et assistant, il est ajouté un 2^o*bis* libellé comme suit:

« 2^o*bis*. A partir du 1^{er} septembre 2007, dans le cas où l'attaché ou l'assistant visé au 1^o ou au 2^o est porteur du grade de docteur obtenu après soutenance d'une thèse, les traitements minimum et maximum prévus sont augmentés de 1.101,00 euros. »